



Paris, le 12 novembre 2012

Monsieur le Ministre,

Au cours des dernières semaines, vous avez entamé des discussions afin de revoir les rythmes scolaires à l'école primaire. Nous partageons avec vous l'idée qu'il faut repenser les temps et les contenus pédagogiques pour assurer la réussite des élèves. Néanmoins, vos premières propositions ne pouvaient pas susciter notre accord.

Toute modification des rythmes implique de repenser l'ensemble des temps scolaires, éducatifs et sociaux des élèves et en conséquence les temps de travail des enseignants afin de permettre pour tous un cadre d'apprentissage et de travail plus harmonieux.

Pour l'heure, concernant l'organisation de la journée, le compte n'y est pas. Vous vous êtes engagé à réduire significativement des journées scolaires trop lourdes. Ce constat, largement partagé, doit donc aboutir pour les écoliers à un allègement de la journée scolaire à 5 heures. Avec la demi-journée supplémentaire de 3 heures que vous souhaitez introduire, le temps d'apprentissage en classe entière est de 23 heures hebdomadaires. Cette question des rythmes ne peut, à elle seule, être l'alpha et l'oméga de la réussite des élèves. Les dimensions pédagogiques de ce dossier doivent être traitées. Ainsi, cette réforme doit être accompagnée d'une redéfinition des dispositifs d'aide aux élèves, d'une révision des programmes, de nouveaux dispositifs d'évaluation des élèves.

De même, elle ne peut se faire sans reconnaître concrètement les aspects du métier d'enseignant actuellement sous estimés : temps de préparation de classe marqué aujourd'hui par une grande différenciation pédagogique, travail en équipe, suivi des élèves, rencontres avec les parents, travail avec les partenaires, conception et coordination de projet ... Toutes ces activités contribuent largement à la réussite des élèves. Ceci implique donc de revoir la définition et l'organisation des obligations de service des professeurs d'école, qui plus est avec l'introduction d'une journée supplémentaire. Ainsi, il ne nous paraît pas possible que les réunions institutionnelles ou d'animation pédagogique soient reportées sur le mercredi après-midi.

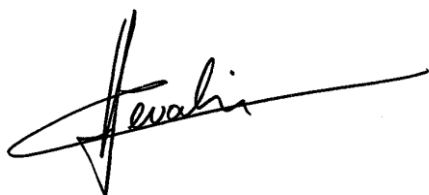
Dans le même temps, 36 demi-journées supplémentaires de travail dans l'année génèrent des coûts pour les enseignants (frais de transports, garde d'enfants, etc.). Cette perte de pouvoir d'achat doit être compensée, d'autant plus que les professeurs des écoles sont déjà moins bien rémunérés que leurs homologues européens, que le point d'indice de la fonction publique est bloqué et que leur régime indemnitaire n'est pas des plus favorables. Nous vous demandons donc de prendre des mesures de revalorisation des rémunérations en accompagnement de la mise en place de la loi.

Il est également nécessaire de dégager un temps périscolaire suffisant pour organiser dans les meilleures conditions possibles les activités culturelles, artistiques ou sportives annoncées. Il faudra aussi garantir l'égalité territoriale dans la mise en œuvre des activités éducatives et périscolaires.

S'il s'agit de construire un dispositif cohérent de la journée de l'enfant, il faut que les acteurs parties prenantes de ce dossier se parlent. En conséquence, nous vous demandons de réunir une table ronde des représentants des collectivités territoriales, des familles et des enseignants.

Enfin, dans le cadre du dialogue social, il nous paraît indispensable d'assurer le suivi de la réforme. Nous vous demandons de programmer des rencontres régulières entre le ministère et les organisations syndicales afin d'évaluer la mise en œuvre des dispositifs et de permettre leurs évolutions.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, nos salutations respectueuses.



Christian CHEVALIER
Secrétaire Général
SE-UNSA



Thierry CADART
Secrétaire Général
SGEN-CFDT



Sébastien SIHR
Secrétaire Général
SNUipp-FSU